



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

PROLONGER NOS COMBATS SYNDICAUX

Macron et le patronat ont l'entière responsabilité de la situation économique, sociale et politique du pays. Leurs politiques, semant précarité, chômage, désastres sociaux et écologiques, désertification et ghettoïsation territoriales, individualisme et division, paupérisation généralisée de la population ont servi de marchepied à l'expansion électorale de l'extrême-droite. Le « pognon de dingue », c'est toujours pour les mêmes. Personne n'est dupe. La réélection de Macron à la présidence de la République n'est, pour une large part, qu'un choix par défaut, mais elle est aussi l'expression de la résistance aux idées nauséabondes et fascistes.

Pendant la campagne présidentielle, les propositions émises par Fabien Roussel, candidat communiste, et sa démarche constructive et unitaire ont permis de relayer massivement les préoccupations premières des salariés, notamment la revalorisation significative du Smic et des grilles de salaires, la création d'emplois et la reconquête de notre industrie nationale, la réduction du temps de travail et la retraite à 60 ans... Tout ce que tentaient d'escamoter les forces réactionnaires. Que les conditions d'une alliance de forces politiques de gauche aux prochaines élections législatives se concrétisent est une bonne chose pour les travailleurs et la population.

Sous la mandature précédente, le gouvernement Macron, fort d'une majorité à l'Assemblée nationale au service du patronat, a promulgué des lois détruisant systématiquement le code du Travail et l'économie de notre pays. Elles ont encore élargi la panoplie des mesures permettant la surexploitation des salariés par le patronat. La capacité d'intervention des représentants des salariés dans les entreprises, les droits et libertés syndicales sont bafoués.

Il serait naïf de penser que le président des riches réélu modifie fondamentalement sa politique. Il voudra continuer à dérouler le tapis rouge pour le patronat et les actionnaires, aides publiques, casse de notre Sécurité sociale, des services publics livrés au privé, attaques incessantes contre le « coût du travail », abandon de notre industrie... Seules, la mobilisation des travailleurs et la construction d'un rapport favorable aux forces progressistes et populaires permettront de déjouer les stratégies patronales et réactionnaires des affidés de Macron, de Le Pen et de quelques autres à droite. Les salariés de nos professions devront toujours pouvoir compter sur l'engagement de députés dévoués à leur cause de classe. C'est un élément essentiel du prolongement politique de nos combats.

Le rassemblement des forces de progrès, de paix, de solidarité, d'internationalisme peut permettre de porter à l'Assemblée nationale des représentants du peuple ouvrant des perspectives sociales immédiates et les bases d'une transformation de la société répondant aux besoins de la population, reconquérant notre indépendance nationale et notre souveraineté alimentaire.

Montreuil, le 4 mai 2022
Adoptée à l'unanimité